



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYENNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°53-2020-006

PUBLIÉ LE 17 JANVIER 2020

# Sommaire

## **DDCSPP\_53**

53-2020-01-17-002 - arrêté du 17 janvier 2020 portant subdélégation de signature de M. Serge Milon, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations aux agents placés sous son autorité. (3 pages)

Page 3

DDCSPP\_53

53-2020-01-17-002

arrêté du 17 janvier 2020 portant subdélégation de signature de M. Serge Milon, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations aux agents placés sous son autorité.

*arrêté du 17 janvier 2020 portant subdélégation de signature de M. Serge Milon, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations aux agents placés sous son autorité.*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MAYENNE

**Direction départementale  
de la cohésion sociale  
et de la protection des populations**

**Secrétariat général**

**Arrêté du 17 janvier 2020  
portant subdélégation de signature de M. Serge MILON,  
directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,  
aux agents placés sous son autorité**

Le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 12 avril 2016 nommant M. Serge MILON, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne ;

Vu l'arrêté du préfet de la Mayenne du 19 décembre 2019 portant délégation de signature à M. Serge MILON, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne ;

Vu l'arrêté de la préfète de la Sarthe du 3 octobre 2016 portant mise à disposition ;

Vu la convention relative à la mise à disposition à temps partagé d'un fonctionnaire de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) exerçant ses fonctions à la direction départementale de la protection des populations de la Sarthe auprès de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne, du 20 octobre 2017.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** En application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2016 susvisé, délégation est donnée aux agents en poste à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne pour signer dans le cadre de leurs attributions, les actes administratifs et juridiques mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral précité :

- administration générale (personnel et gestion des moyens du service) :
  - o Mme Marie-Thérèse BOIVENT, secrétaire générale,
- administration générale (comité médical) :
  - o Mme Marie-Thérèse BOIVENT, secrétaire générale,
  - o M. Yves CERISIER, directeur départemental adjoint,
  - o Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
  - o Mme Anaïs MONSIMIER, cheffe du service familles vulnérables, handicap et asile,
- administration générale (commissions de réforme) :
  - o Mme Marie-Thérèse BOIVENT, secrétaire générale,
  - o M. Yves CERISIER, directeur départemental adjoint,
  - o Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
  - o Mme Anaïs MONSIMIER, cheffe du service familles vulnérables, handicap et asile,
  - o Mme Fabienne MAILÉ, secrétaire administrative de classe supérieure pour tous les courriers relatifs aux commissions de réforme,

- actions sociales (protection juridique des majeurs, hébergement des demandeurs d'asile, tutelle des pupilles de l'Etat, handicap, schéma de la domiciliation) :
  - o Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
  - o Mme Anaïs MONSIMIER, cheffe du service familles vulnérables, handicap et asile,
- actions sociales (aides et actions sociales, hébergement, accueil, insertion) :
  - o Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
  - o Mme Chantal BLOT-POLICE, cheffe du service hébergement, accès au logement,
  - o M. Gaël BEDOUIN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, pour tout document relatif aux commissions partenariales d'orientation du Système Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO),
- actions sociales (droit des femmes) :
  - o Mme Stéphane LAURE, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité
- fonctions sociales du logement :
  - o Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
  - o Mme Chantal BLOT-POLICE, cheffe du service hébergement, accès au logement,
- jeunesse, sports et vie associative :
  - o Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
  - o Mme Estelle LEPRETRE-KERNE, cheffe du service jeunesse, éducation populaire et sport par intérim
- alimentation :
  - alimentation et protection animale en abattoir
    - o M. Vincent HERAU, chef du service qualité et sécurité de l'alimentation (services vétérinaires),
    - o Mme Linda SALAME, adjointe au chef de service qualité et sécurité de l'alimentation (services vétérinaires),
  - Santé et protection animale, alimentation animale et sous-produits :
    - o Mme Anne-Laure LEFEBVRE, cheffe du service santé et protection animales (services vétérinaires),
    - o Mme Isabelle SCIMIA, adjointe au chef du service santé et protection animales (services vétérinaires),
- concurrence, consommation et répression des fraudes :
  - o Mme Véronique QUELLIER-GUILLOIS, cheffe du service concurrence, consommation et répression des fraudes,
  - o M. Vincent HERAU, chef du service qualité et sécurité de l'alimentation (services vétérinaires) en ce qui concerne le domaine alimentaire
- environnement :
  - protection de la faune sauvage captive :
    - o Mme Anne-Laure LEFEBVRE, cheffe du service santé et protection animales (services vétérinaires),
    - o Mme Isabelle SCIMIA, adjointe à la cheffe du service santé et protection animales (services vétérinaires),
  - inspection des installations classées pour la protection de l'environnement exerçant des activités agricoles et agro-alimentaires dont le suivi est confié à la DDCSPP et gestion administrative de ces installations :
    - o Mme Christine BREMOND, cheffe du service protection de l'environnement – installations classées,

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement du ou des titulaires d'une délégation de signature conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, cette délégation de signature sera exercée :

- Pour Mme Marie-Thérèse BOIVENT : par Mme Denise DAGUER, adjointe à la secrétaire générale, en ce qui concerne l'administration générale (personnel et gestion des moyens du service) ;
- Pour Mme Sophie PASQUET et Mme Chantal BLOT-POLICE : par Mme Béatrix LEBLANC, en ce qui concerne la Commission Départementale du Logement Accompagné pour l'Insertion (CDLAI) ;
- Pour Mme Anne-Laure LEFEBVRE et Mme Isabelle SCIMIA : par M. Vincent HERAU, chef du service qualité et sécurité de l'alimentation (services vétérinaires) ;

- Pour M. Vincent HERAU et Mme Linda SALAME : par Mme Anne-Laure LEFEBVRE, cheffe du service santé et protection animales (services vétérinaires) ou Mme Isabelle SCIMIA, adjointe à la cheffe du service santé et protection animales (services vétérinaires) ;

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à chaque adjoint du chef de service et à chaque responsable dont les noms sont mentionnés ci-après, pour signer pour ce qui concerne les agents placés sous leur autorité hiérarchique les autorisations de congés annuels, les autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical et les récupérations liées aux horaires variables :

- Mme Marie-Thérèse BOIVENT, secrétaire générale,
- Mme Denise DAGUER, adjointe à la secrétaire générale,
- Mme Sophie PASQUET, coordonnatrice du pôle cohésion sociale,
- M. Vincent HERAU, chef du service qualité et sécurité de l'alimentation (services vétérinaires)
- Mme Anne-Laure LEFEBVRE, cheffe du service santé et protection animales (services vétérinaires),
- Mme Véronique QUELLIER-GUILLOIS, cheffe du service concurrence, consommation et répression des fraudes,
- Mme Estelle LEPRETRE-KERNE, cheffe du service jeunesse, éducation populaire et sport par intérim
- Mme Anaïs MONSIMIER, cheffe du service familles vulnérables, handicap et asile,
- Mme Chantal BLOT-POLICE, cheffe du service hébergement, accès au logement,
- Mme Christine BREMOND, cheffe du service protection de l'environnement – installations classées,
- Mme Isabelle SCIMIA, adjointe à la cheffe du service santé et protection des animaux (services vétérinaires),
- Mme Linda SALAME, adjointe au chef du service qualité et sécurité de l'alimentation (services vétérinaires),
- M. Mamadou DIALLO et M. Giorgio OLIVA, vétérinaires responsables du secteur d'Evron,
- M. Philippe MORIN et Mme Ann HERMANS, vétérinaires responsables du secteur de Laval,
- M. François IMBERT, vétérinaire responsable du secteur de Chailland
- Mme Fabienne WERY et Mme Solène DELORME, vétérinaires responsables du secteur de Craon,
- M. Younès ABDELHAK, vétérinaire responsable du secteur de Javron-les-Chapelles, Lassay-les-Châteaux et Pré-en-Pail.

**Article 4 :** La signature et la qualité du chef de service et des fonctionnaires délégataires devront être précédées de la mention suivante : "**Pour le préfet et par délégation** "

**Article 5 :** L'arrêté du 02 janvier 2020, portant subdélégation de signature de M. Serge MILON, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne, et toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogés.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Laval, le 17 janvier 2020  
 Pour le préfet et par délégation,  
 le directeur départemental de la cohésion sociale  
 et de la protection des populations,

Serge MILON.